CC

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 48.275/4
DU 9 JUIN 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, le 12 mai 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'article 16, alinéa 1er, de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, dispose :

> "Art. 16. Nul ne peut, sans autorisation du Gouvernement, exploiter sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale un service de location de voitures avec chauffeur au moyen d'un ou de plusieurs véhicules".

L'article 20, § 1er, alinéas 1er et 2, de l'ordonnance précitée prévoit pour sa part que :

> "Art. 20. § 1er. La durée de l'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur est de cinq ans.
>
> L'autorisation est renouvelable pour des termes de même durée".

2. Le projet d'arrêté du Gouvernement présentement examiné vise à modifier l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, qui exécute l'ordonnance précitée, afin de rendre la procédure de délivrance de cette autorisation d'exploitation, de sa prolongation, ainsi que de son extension à des véhicules de remplacement, conforme à la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (ci-après la directive "services"), et plus particulièrement à son article 13.

La saisine de la section de législation est donc ici limitée aux modifications que le texte en projet envisage d'apporter à l'arrêté du 29 mars 2007.

Il en résulte qu'il n'appartient pas à la section de législation de se prononcer sur les dispositions en vigueur mais uniquement sur les modifications qu'il est envisagé d'apporter à celles-ci. Il s'ensuit donc, à titre d'exemple, que le présent avis n'examinera pas la conformité à la directive "services", des régimes d'autorisation ici visés, dès lors que l'exigence de ces autorisations résulte déjà de dispositions en vigueur.

C'est sous cette réserve que les observations qui suivent sont formulées [(1)].

2.1. Chacune des dispositions modificatives de l'arrêté en projet comporte un alinéa prévoyant que :

> "En l'absence de décision dans les délais prévus, l'autorisation n'est pas considéré comme octroyée".

L'auteur du projet entend ainsi faire usage de la possibilité de dérogation que l'article 13, paragraphe 4, de la directive "services" offre aux États membres. Cet article 13 figure au chapitre III de la directive, chapitre relatif à la liberté d'établissement des prestataires et dispose comme suit :

> "En l'absence de réponse dans le délai prévu, éventuellement prolongé, conformément au paragraphe 3, l'autorisation est considérée comme octroyée. Toutefois, un régime différent peut être prévu lorsque cela est justifié par une raison impérieuse d'intérêt général, y compris l'intérêt légitime d'une tierce partie".

Cette disposition impose donc aux États membres de mettre en place des régimes d'autorisations tacites, sauf dans les cas où ils peuvent justifier d'une raison impérieuse d'intérêt général.

Dans cette mesure, les dispositions en projet appellent les observations suivantes.

---

(1) Voir, en un sens similaire, l'avis 47.472/2, donné le 25 novembre 2009, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 10 décembre 2009 modifiant diverses législations en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2009-2010, n/ 124/1, pp. 9-12).

2.2. La section de législation a souvent rappelé qu'à défaut de disposition législative instaurant un régime de décision tacite, il n'appartient pas au seul pouvoir exécutif de mettre en place un tel régime.

En effet, lorsque l'habilitation que le législateur a conférée au Gouvernement pour régler une procédure d'octroi d'autorisation ne prévoit pas expressément un régime de décision tacite, la procédure arrêtée par le Gouvernement ne peut, nécessairement et par hypothèse, mener à l'octroi tacite de l'autorisation demandée. Une telle situation va de soi, sans même que le Gouvernement doive le prévoir expressément.

En l'espèce, les dispositions législatives qui procurent un fondement légal à l'arrêté dont la modification est envisagée ne permettent pas au Gouvernement de mettre en place des régimes d'octroi tacite d'autorisation. Par ailleurs, conformément à ces dispositions législatives, l'arrêté dont la modification est envisagée, tel qu'il est en vigueur, ne met pas en place, lui non plus, de tels régimes.

Il s'ensuit que les dispositions, qui dans le projet à l'examen entendent insérer des dispositions nouvelles prévoyant que l'absence de décision dans le délai requis n'entraîne pas l'octroi de l'autorisation, résultent déjà du droit régional en vigueur.

2.3. Par ailleurs, comme exposé ci-avant, l'article 13, paragraphe 4, de la directive "services" impose en principe aux États membres de mettre en place des régimes d'autorisations tacites, les États membres ne pouvant déroger à cette obligation que s'il existe, pour ce faire, des raisons impérieuses d'intérêt général, y compris l'intérêt légitime d'une tierce partie.

Or, le préambule de l'arrêté en projet expose comme suit la justification des modifications que l'on tend à apporter à l'arrêté en projet :

> "Considérant que les exigences (délivrance d'autorisation d'exploiter, durée d'autorisation d'exploiter limitée à cinq ans, tarifs minima obligatoires, etc ...) prévues par l'arrêté du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur doivent être maintenues puisqu'elles sont justifiées par des raisons impérieuses d'intérêt général, telles que l'ordre public, la sécurité juridique, la protection des consommateurs, des destinataires de services et des travailleurs, la loyauté des transactions commerciales et la lutte contre la fraude;"

Ces justifications sont plus amplement développées dans la note au Gouvernement comme suit :

> "(...), le régime d'autorisations et les exigences existant pour les services de location de voitures avec chauffeur en Région de Bruxelles-Capitale doivent être maintenus.
>
> Toutefois, la procédure relative aux autorisations d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur prévue par l'arrêté du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur doit être quelque peu adaptée afin d'être conforme aux exigences de la directive "Services".
>
> Les trois autres textes (l'ordonnance du 27 avril 1995, l'arrêté du 20 mars 2008, et l'arrêté du 08 mai 2008) réglementant les services de location de voitures avec chauffeur ne doivent pas être modifiés.
>
> Plus précisément, les articles 94, 97 et 100 de l'arrêté du 29 mars 2007 doivent être modifiés afin de préciser que suite à toute demande d'autorisation, demande de renouvellement d'autorisation ou demande de véhicule de remplacement, un accusé de réception sera délivré, et ce dans un délai de quinze jours ouvrables et avec certaines mentions (date de réception de la demande, délai de décision, voies de recours).
>
> En outre, le délai dans lequel les décisions seront prises va être indiqué expressément dans la procédure prévue par l'arrêté du 29 mars 2007 (trois mois pour les demandes d'autorisation, trois semaines pour les demandes de véhicule de remplacement, six mois pour les demandes de renouvellement d'autorisation).
>
> Enfin, il sera stipulé expressément que le défaut de décision dans le délai de décision indiqué n'est pas considéré comme octroi.
>
> En effet, en raison de l'intérêt général et des objectifs poursuivis par cette réglementation, l'octroi doit être exprès et résulter d'une décision formelle et ne peut pas être déduit tacitement d'un défaut de réponse dans le délai prévu".

Ces justifications sont celles que peut invoquer l'État membre pour maintenir le principe même d'un régime d'autorisation; elles sont donc trop générales pour pouvoir justifier la dérogation à la règle prévue par l'article 13, paragraphe 4, de la directive "services".

Les raisons impérieuses d'intérêt général requises à l'article 9, paragraphe 1er, b) de la directive "services" ne peuvent en effet suffire à justifier le maintien de la dérogation à la règle prévue à l'article 13, paragraphe 4, de la directive "services", sans qu'il soit procédé à un examen particulier de la nécessité de cette dérogation.

.../...

2.4. En conclusion, de deux choses l'une :

- soit le Gouvernement est à même de justifier la nécessité de recourir au mécanisme dérogatoire prévu par l'article 13, paragraphe 4, de la directive "services" et il peut alors se comprendre, au regard du contexte particulier de cette directive, que le Gouvernement mettant en oeuvre ses habilitations, le projet stipule expressément que l'absence de décision dans les délais requis n'entraîne pas la délivrance de l'autorisation;

- soit cette nécessité ne peut être établie : dans ce cas, c'est au législateur ordonnanciel qu'il incombe d'intervenir pour prévoir le mécanisme d'autorisation tacite tel que requis, en principe, par l'article 13, paragraphe 4, de la directive "services".

Observations particulières

Préambule

À l'alinéa 2, il y a lieu d'omettre la mention des articles 91 à 100 [(2)].

Dispositif

Articles 2 et 3

Comme le confirme la note au Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, les délais de trois semaines, figurant à l'article 97, alinéa 3, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007 précité (article 2 du projet) et de six mois, figurant à l'article 100, alinéa 3, en projet, du même arrêté (article 3 du projet) doivent être intervertis.

---

(2) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 30.

En effet, le délai de trois semaines doit concerner les décisions d'autorisation (par définition temporaire) d'un véhicule de remplacement, celui de six mois ne pouvant raisonnablement s'appliquer aux décisions de renouvellement d'autorisations quinquennales.

Article 5

Dans la version française, il y a lieu d'écrire :

"Le ministre qui a le transport rémunéré des personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté" [(3)].

[(3)] Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 167 et formule F 4-7-1.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

CC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.275/4
VAN 9 JUNI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 12 mei 2010 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 16, eerste lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur luidt als volgt :

> "Art. 16. Niemand mag, zonder vergunning van de Regering, een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest exploiteren door middel van één of meer voertuigen".

Artikel 20, § 1, eerste en tweede lid, van de voormelde ordonnantie luidt, zijnerzijds, als volgt :

> "Art. 20. § 1. De duur van de vergunning voor het exploiteren van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur is vijf jaar.
>
> De vergunning kan voor termijnen van dezelfde duur hernieuwd worden".

2. Het thans voorliggende ontwerp van regeringsbesluit strekt tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, waarbij de voormelde ordonnantie ten uitvoer wordt gelegd, teneinde de procedure voor de afgifte van die exploitatievergunning, de verlenging ervan en de uitbreiding ervan tot vervangingsvoertuigen in overeenstemming te brengen met richtlijn 2006/123/EG van het

Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt (hierna te noemen de "dienstenrichtlijn"), en inzonderheid met artikel 13 ervan.

De advisering door de afdeling Wetgeving is dus *in casu* beperkt tot de wijzigingen die bij de ontworpen tekst aangebracht zouden worden in het besluit van 29 maart 2007.

Hieruit volgt dat het niet aan de afdeling Wetgeving staat om zich over de van kracht zijnde bepalingen uit te spreken, maar uitsluitend over de wijzigingen die men van plan is daarin aan te brengen. Dat leidt er dus bijvoorbeeld toe dat in dit advies niet onderzocht wordt of de hier bedoelde vergunningstelsels met de dienstenrichtlijn overeenstemmen, aangezien het vereiste van deze vergunningen reeds uit de van kracht zijnde bepalingen voortvloeit.

Het is onder dit voorbehoud dat de opmerkingen die volgen worden gemaakt [(1)].

2.1. Elke wijzigingsbepaling van het ontworpen besluit bevat een lid waarin het volgende wordt bepaald :

> "Bij ontstentenis van een beslissing binnen de bedoelde termijnen, is de vergunning niet beschouwd als toegekend".

De steller van het ontwerp beoogt aldus gebruik te maken van de mogelijkheid tot afwijking die artikel 13, lid 4, van de dienstenrichtlijn aan de lidstaten biedt. Dit artikel 13 staat in hoofdstuk III van de richtlijn, een hoofdstuk dat betrekking heeft op de vrijheid van vestiging van dienstverrichters en het volgende bepaalt :

> "Bij het uitblijven van een antwoord binnen de overeenkomstig lid 3 vastgestelde of verlengde termijn wordt de vergunning geacht te zijn verleend. Andere regelingen kunnen niettemin worden vastgesteld, wanneer dat

---

(1) Zie ook advies 47.472/2, op 25 november 2009 door de afdeling Wetgeving van de Raad van State gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Waals Gewest van 10 december 2009 ter wijziging van diverse wetgevingen met het oog op het omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt (Parl. St., Waals Parl. 2009-2010, nr. 124/1, 9-12).

gerechtvaardigd is om dwingende redenen van algemeen belang, met inbegrip van een rechtmatig belang van een derde partij".

Deze bepaling verplicht dus de lidstaten om stelsels van stilzwijgende vergunningen in te voeren, behalve in de gevallen waarin ze een dwingende reden van algemeen belang kunnen aantonen.

In dat opzicht geven de ontworpen bepalingen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. De afdeling Wetgeving heeft er vaak aan herinnerd dat bij gebrek aan een wetsbepaling die een stelsel van stilzwijgende beslissing invoert, de uitvoerende macht op zijn eentje zo'n stelsel niet mag instellen.

Wanneer immers de machtiging die de wetgever aan de regering heeft verleend om een procedure tot toekenning van een vergunning te regelen, niet uitdrukkelijk voorziet in een stelsel van stilzwijgende beslissing, kan de procedure vastgesteld door de regering, noodzakelijkerwijs en per definitie, niet leiden tot stilzwijgende toekenning van de gevraagde vergunning. Een dergelijke situatie is vanzelfsprekend, zelfs zonder dat de regering dit uitdrukkelijk hoeft te bepalen.

In casu machtigen de wetsbepalingen die rechtsgrond opleveren voor het besluit waarvan de wijziging wordt beoogd, de regering niet om stelsels van stilzwijgende toekenning van een vergunning in te stellen. Overigens, overeenkomstig deze wetsbepalingen, voert het besluit waarvan de wijziging wordt beoogd, zoals het van kracht is, evenmin zulke stelsels in.

Hieruit volgt dat de bepalingen, die in het onderzochte ontwerp tot doel hebben nieuwe bepalingen in te voegen waarin gesteld wordt dat het ontbreken van een beslissing binnen de vereiste termijn niet leidt tot toekenning van de vergunning, reeds voortvloeien uit het van kracht zijnde gewestelijk recht.

2.3. Bovendien verplicht artikel 13, lid 4, van de dienstenrichtlijn, zoals hierboven gesteld, in principe de lidstaten om stelsels van stilzwijgende vergunningen in te voeren, waarbij de lidstaten alleen van deze verplichting mogen afwijken indien er daartoe dwingende redenen van algemeen belang bestaan, met inbegrip van een rechtmatig belang van een derde partij.

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt evenwel de volgende reden opgegeven voor de wijzigingen die bij het ontworpen besluit worden aangebracht :

> "Overwegende dat de vereisten (toekenning van exploitatievergunning, exploitatieduur beperkt tot vijf jaar, verplichte minimale tarieven, enz ...) voorzien door het besluit van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur van toepassing moeten blijven gezien ze gerechtvaardigd zijn door dwingende redenen van algemeen belang, zoals openbare orde, rechtszekerheid, bescherming van de consumenten, dienstafnemers en werknemers, de eerlijkheid van handelstransacties en fraudebestrijding".

Die redenen worden in de nota aan de regering als volgt nader uiteengezet :

> "(...) moeten het stelsel van vergunningen en de bestaande vereisten voor de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gehandhaafd blijven.
>
> Toch moet de procedure betreffende de vergunningen voor het uitbaten van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, voorzien door het besluit van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur enigszins worden aangepast teneinde in overeenstemming te zijn met de vereisten van de «Dienstenrichtlijn».
>
> De drie andere teksten (de ordonnantie van 27 april 1995, het besluit van 20 maart 2008 en het besluit van 8 mei 2008) tot regeling van de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur moeten niet worden gewijzigd.
>
> Meer bepaald moeten de artikelen 94, 97 en 100 van het besluit van 29 maart 2007 worden gewijzigd teneinde te verduidelijken dat na elke vergunningsaanvraag, aanvraag voor de vernieuwing van de vergunning of aanvraag voor een vervangvoertuig, een ontvangstbewijs zal worden overhandigd, en dit binnen de vijftien werkdagen en met bepaalde vermeldingen (datum van ontvangst van de aanvraag, beslissingstermijn, beroepsmogelijkheden).

Bovendien zal de termijn waarbinnen de beslissingen moeten worden genomen, uitdrukkelijk vermeld staan in de procedure voorzien door het besluit van 29 maart 2007 (drie maanden voor vergunningsaanvragen, drie weken voor aanvragen voor een vervangvoertuig, zes maanden voor aanvragen voor de vernieuwing van de vergunning).

Tot slot zal uitdrukkelijk worden vermeld dat het ontbreken van een beslissing binnen de aangegeven beslissingstermijn niet wordt beschouwd als toekenning.

Omwille van het algemeen belang en van de doelstellingen die deze reglementering nastreeft, moet de toekenning immers uitdrukkelijk gebeuren en het resultaat zijn van een formele beslissing en kan ze niet stilzwijgend worden afgeleid uit een gebrek aan antwoord binnen de voorziene termijn".

Deze wettigingen zijn die welke de lidstaat kan aanvoeren om het beginsel zelf van een vergunningstelsel te handhaven; ze zijn dus te algemeen om de afwijking van de regel bepaald bij artikel 13, lid 4, van de dienstenrichtlijn te kunnen wettigen.

De in artikel 9, lid 1, b), van de dienstenrichtlijn vereiste dwingende redenen van algemeen belang kunnen immers niet volstaan om de handhaving te wettigen van de afwijking van de regel bepaald in artikel 13, lid 4, van de dienstenrichtlijn, zonder dat de noodzaak van deze afwijking in het bijzonder onderzocht wordt.

2.4. Kortom, het is van tweeën een :

- ofwel kan de regering aantonen dat het noodzakelijk is te werken met het afwijkingssysteem uit artikel 13, lid 4, van de dienstenrichtlijn en dan is het vanwege de bijzondere context van die richtlijn verstaanbaar dat aangezien de regering haar machtigingen ten uitvoer legt, het ontwerp uitdrukkelijk bepaalt dat het uitblijven van een beslissing binnen de gestelde termijnen, niet leidt tot afgifte van de vergunning;

- ofwel kan deze noodzaak niet worden aangetoond : in dat geval komt het aan de ordonnantiegever toe om actie te nemen teneinde te voorzien in het systeem voor stilzwijgende vergunning zoals dat in principe vereist wordt bij artikel 13, lid 4, van de dienstenrichtlijn.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het tweede lid dient de verwijzing naar de artikelen 91 tot 100 te vervallen [(2)].

Dispositief

Artikelen 2 en 3

Zoals bevestigd wordt door de nota aan de regering in het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, dienen de termijn van drie weken genoemd in het ontworpen artikel 97, derde lid, van het voornoemde regeringsbesluit van 29 maart 2007 (artikel 2 van het ontwerp) en de termijn van zes maanden uit het ontworpen artikel 100, derde lid, van hetzelfde besluit (artikel 3 van het ontwerp) onderling van plaats te worden verwisseld.

De termijn van drie weken heeft immers betrekking op de (per definitie tijdelijke) besluiten inzake vergunningen voor een vervangingsvoertuig, terwijl die van zes maanden redelijkerwijze niet kan gelden voor besluiten tot verlenging van vergunningen die voor vijf jaar gelden.

---

(2) Zie *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 30.

Artikel 5

In de Franse tekst behoort te worden geschreven :

"Le ministre qui a le transport rémunéré des personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté" (3).

---

(3) Zie *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 167 en formule F 4-7-1, Franse tekst.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY